

### Gérard BOISMENU, Guylaine BEAUDRY, *Le nouveau monde numérique : le cas des revues universitaires*

Montréal, Presses universitaires de Montréal, coll. Champ libre, 2002,  
178 p.

Viviane Couzinet

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4502>

DOI : 10.4000/questionsdecommunication.4502

ISSN : 2259-8901

#### Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 340-342

ISBN : 978-2-86480-848-0

ISSN : 1633-5961

#### Référence électronique

Viviane Couzinet, « Gérard BOISMENU, Guylaine BEAUDRY, *Le nouveau monde numérique : le cas des revues universitaires* », *Questions de communication* [En ligne], 6 | 2004, mis en ligne le 16 mai 2012, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/4502> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.4502>

---

Tous droits réservés

Françoise Subileau, qui montre à travers les récits militants comment l'univers idéologique des militants socialistes a considérablement évolué entre 1985 et 1998. L'identité de ces militants est beaucoup moins marquée par le discours radical et la culture d'opposition ou par une identité laïque. La culture de gouvernement a gagné le cœur du parti et l'on a assisté à un brouillage des repères idéologiques, « si bien que ce sont affaiblies les identités collectives, en même temps que diminuait le flux du recrutement partisan » (p. 186), ce qui n'est sans doute pas sans liens ! Par une étude beaucoup plus lexicométrique, Josette Lefevre évalue elle aussi le changement de culture politique au sein de la CFDT entre 1970 et 1998. Elle donne à voir le passage progressif d'une domination du terme « salariés » au détriment de celui de « travailleurs » à partir du milieu des années 80. Cette évolution est constatable à la CGT également, mais s'apparente à un effet de mode du langage, alors que pour la CFDT, l'analyse contextuelle prouve que cela traduit un « glissement qui conduit à un changement d'environnement lexical total » (p. 195). En fin de volume, Anne-Marie Hetzel offre une « chronique linguistique » pour typologiser les discours socio-politiques facteurs d'identification. Hélas, il faut surtout exprimer ici notre frustration. Les pistes sont esquissées et l'intérêt suscité, mais le soufflet retombe vite. On souhaiterait en apprendre bien plus sur les labels politiques, sur les figures d'antagonisme, sur les noms propres des hommes politiques et leurs diminutifs, sur les terminologies officielles, sur les désignations chromatiques des forces politiques...

**Arnaud Mercier**  
LCEP, CNRS, Paris  
Université de Nice  
arno.mercier@wanadoo.fr

**Gérard BOISMENU, Guylaine BEAUDRY,**  
*Le nouveau monde numérique : le cas des revues universitaires.*

Montréal, Presses universitaires de Montréal, coll. Champ libre, 2002, 178 p.

Coécrit par un professeur dont la spécialité n'est pas mentionnée, directeur scientifique du Centre de publication et de diffusion numérique de revues Érudit, et par une bibliothécaire, ce texte est la suite et la synthèse d'un ensemble constitué par des rapports dont le plus significatif est intitulé « Le projet Érudit : un laboratoire pour la publication et la diffusion électroniques des revues universitaires » et des articles parus dans les revues *Documentation et bibliothèques* (Canada), *Documentaliste-sciences de l'information* (France) en 1999 et 2000. Les revues universitaires sont abordées du point de vue de leur passage du support imprimé au support électronique. Si ces dernières, de physique tout particulièrement, ont fait l'objet de nombreux écrits au plan international sur les conditions et les enjeux de ce passage, les revues de sciences humaines et sociales ont suscité peu d'intérêt. C'est sur elles que porte l'ouvrage. Il aborde le sujet en « termes conceptuels, économiques, techniques et organisationnels » (p. 9) et son ambition est de faire des propositions pratiques, fondées sur l'expérience des auteurs.

Un premier chapitre est consacré aux champs, acteurs et pratiques des revues. Il dresse un rapide panorama des modalités de la publication scientifique en faisant référence à un ensemble de travaux conduits dans les pays anglo-saxons. La distinction introduite dans la littérature sur cet objet entre communication et publication permet d'affirmer que la publication « existe en raison du processus d'ensemble de sélection, de traitement, de mise en forme, d'institutionnalisation des forums, de reconnaissance et d'archivage des textes soumis. Les revues sont sur ce dernier terrain » (p. 29). Si la communication scientifique peut revêtir des formes diverses diffusables par voie électronique, allant de la prépublication au rapport de recherche, seul l'article certifié

par les pairs est pris en compte « dans le processus de promotion des professeurs et des chercheurs ». Ceci explique l'abondance de travaux cités dans ce chapitre sur la place des revues. Néanmoins, on regrettera l'absence de recherches françaises sur le sujet. Pour autant, les chercheurs en sciences de l'information et de la communication trouveront là des références intéressantes, notamment celles de travaux empiriques.

L'édition fait l'objet du deuxième chapitre. Les caractéristiques propres aux revues des sciences humaines et sociales, souvent éditées en marge des maisons d'édition professionnelles, ne remettent pas en cause le rôle de l'éditeur. Le modèle de communication numérique où l'auteur donne lui-même accès à ses écrits, appelé ici *vanity press* (p. 53), ne répond pas à la recherche de normalisation et de reconnaissance. L'enrichissement du travail d'édition réside dans l'optimisation de l'exploitation des textes, la stabilité et la qualité d'accès, la génération de produits dérivés et des modalités de diffusion. Toutefois, la réduction des coûts de production souvent mise en avant, semble bien en deçà des espérances. En effet, les systèmes actuels de balisage structuré des textes ne permettraient pas de garantir la pérennité. Ou bien ils sont trop complexes, ou bien trop onéreux pour les auteurs. Dans ces conditions, la question qui est posée est : le chercheur n'a-t-il « pas mieux à faire (recherche, rédaction, enseignement, conférences) que de tenter de se transformer bien imparfaitement en éditeur » ? (p. 64).

Le chapitre trois est dédié à la diffusion et à l'enjeu de la gratuité. Il se présente comme une suite de préconisations et de suggestions dont on retiendra principalement qu'il est important d'établir un réseau de sites de revues, de développer la richesse documentaire du site, d'assurer la subvention à la source par les bibliothèques, la vente par panier (« vente de l'ensemble de la collection des revues diffusées ») et savoir que la suppression de la version imprimée est peu souhaitable actuellement. La question de la prise en charge financière

par les auteurs – déjà en vigueur dans certaines disciplines, quand l'iconographie est riche – est également soulevée : elle semble plus génératrice de réticences que de profits. Les perspectives techniques et organisationnelles sont abordées dans le chapitre quatre. La cohabitation avec le papier semble inéluctable, au moins pour un temps, et la disparition de l'imprimé n'est aucunement affirmée. Les avantages et inconvénients des différents modèles d'édition numérique sont énumérés.

L'intérêt de disposer de sites qui assurent une fonction de filtrage par l'organisation qu'ils proposent, les contrôles de la qualité des documents mis à disposition et les outils complémentaires qui facilitent les accès, est soulevé dans le dernier chapitre. Le processus technique exposé précédemment est indissociable de la prise en compte de la dimension sociale. La valeur scientifique d'une revue reste un critère essentiel pour le chercheur comme le révèle une enquête réalisée par *l'American geophysical union* (p. 131), la rapidité de la diffusion ne venant qu'en deuxième position. L'assurance d'une diffusion large, mais dont il est rappelé qu'elle n'est réalisable que dans des conditions précises, et durable quel que soit le support, serait également primordiale. Les processus d'appropriation des innovations sont lents et complexes. Ils remettent en cause les valeurs et normes d'usages des groupes concernés, la publication simultanée d'une version imprimée et d'une version numérique s'inscrirait dans une dynamique de transition.

Soulignons enfin l'intérêt que les auteurs apportent à la francophonie. Pour eux, la revue électronique peut être un moyen d'imposer dans le milieu francophone, puis anglophone, la présence des revues en français dans le monde scientifique. Ceci paraît quelque peu optimiste à l'heure où certaines instances souhaitent imposer à la communauté universitaire française des critères de publication dans des revues dont le rayonnement international est dû à l'anglais et aux pratiques communicationnelles de certaines d'entre elles qui n'ont plus rien à voir avec la publication

scientifique (par exemple, on peut citer le jeu d'annonce aux médias de *Nature* qui a des incidences sur le financement de recherches).

Ce livre, qui remet en cause quelques idées reçues, peut être utile aux « revuistes » car il foisonne de conseils fondés sur des observations. De lecture accessible aux initiés aux questions de la publication scientifique et aux recherches auxquelles elles ont donné lieu, il s'adresse également à tous les chercheurs en Sciences de l'information et de la communication, pour les raisons indiquées plus haut, mais également parce que, à sa manière, il fait le point sur le fonctionnement de la communication scientifique. De ce fait, il devrait aussi intéresser tous les étudiants de la spécialité.

Viviane Couzinet  
LERASS, *université Toulouse 3*  
couzinet@lerass.iut-tlse3.fr

Jean-Claude BONNEFONT, éd., *Stanislas et son Académie, 250<sup>e</sup> anniversaire*. Nancy, Presses universitaires de Nancy, coll. Publications du Centre d'étude des milieux littéraires, 2003, 362 p.

« *Si pour arrêter un mal, il en faut extirper la / cause qui le produit il ne s'ensuyt pas que / pour faire porter un bon fruit [...] a une plante / il faille [...] la dera / ciner [...]* ».

Stanislas Leszczynski, *Le remède pire que le mal*.

Le destin de Nancy, celui de Stanislas Leszczynski et de l'Académie de cette ville – édit du 28 décembre 1750 – furent intimement liés pendant la période des Lumières où cet ancien roi de Pologne régna sur le duché de Lorraine et de Bar, suite aux arrangements entre la France, la Prusse et la Russie, lors du troisième partage de la Pologne. Ce volume réunit trente et une contributions pluridisciplinaires livrées par des chercheurs locaux, nationaux et internationaux représentant l'Allemagne, le Canada, la France, la Pologne et la Suisse. Les discours officiels liminaires, reproduits dans le volume, soulignent le caractère « festif » ou jubilien exceptionnel

de cet événement, mais aussi les liens complexes de la politique et de la culture, la relation de la culture à l'économique et au social – phénomènes souvent oubliés à l'heure où la culture n'est parfois jugée qu'en termes de rentabilité immédiate, « sonnante et rébuchante ».

Ce sont essentiellement des membres de l'« Académie de Stanislas » qui sont ici à l'œuvre, mais leurs travaux reflètent très bien la polyvalence qui fut toujours celle des « académies », avec des correspondants dans le monde entier (Tressan, membre externe de l'Académie royale des Sciences et Belles-Lettres de Berlin au XVIII<sup>e</sup> siècle, Louis Châtelier, p. 254). Hormis ceux de l'Église ou ceux des marchands, les académies furent certainement les premiers réseaux organisés, ce dont l'Académie de Stanislas eut conscience et fit usage (pp. 341-342 ; Jacques Délivré, pp. 287-296). À juste titre, Roger Marchal parle de « dorsale académique » (p. 296) de l'Est (Metz/Nancy, Nancy/Besançon, Besançon/Dijon). Le projet original de Stanislas, de ce « citoyen à la voix libre » – ouvert à l'espace public –, était accompagné d'une « Chambre des consultations » (1750-1790 ; cf. Pierre Vicq, pp. 75-89) qui permit à tout un chacun d'obtenir une aide juridique. On apprend que la langue de Stanislas – signe de l'acculturation au XVIII<sup>e</sup> siècle – était un français mêlé d'expressions latines, de mots polonais, mais jamais de « lorrain » (Jean Lanher, pp. 91-107) – alors que l'ancienne Lotharingie passe aujourd'hui auprès des linguistiques pour le berceau de la langue allemande.

L'œuvre de Stanislas fut celle d'un découvreur, d'un homme à l'esprit transnational, d'un citoyen du monde qui adopta véritablement « cette » terre et la fit « sienne » pour quelques décennies, au moment où l'héritier initial, François-Étienne de Lorraine, emmena en Autriche, lors de son union avec l'archiduchesse Marie-Thérèse de Habsbourg, non seulement une grande partie de sa cour, mais aussi ses archives. Décidément, Stanislas, son « Académie » – qui n'a plus rien de provincial, ce dont témoigne la présence de certains membres : le médecin, anatomiste